

15 MAI 2025

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°02/AONO//INS/CIPM/2026 DU..... POUR LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MULTIRISQUES DES BÂTIMENTS ET MATÉRIELS D'EXPLOITATION DE L'INS - EXERCICE 2027.

1. OBJET :

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert pour la souscription d'une police d'assurance multirisques des bâtiments et matériels d'exploitation de l'INS - exercice 2027.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations à exécuter, en un seul lot, consistent en la souscription d'une police d'assurance multirisques des bâtiments et matériels d'exploitation de l'INS. La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Les prestations sont exécutées en un seul lot.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **vingt-cinq millions (25 000 000) frs CFA.**

5. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

La période de couverture est de douze (12) mois à compter du 1^{er} janvier au 31 décembre 2027.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE :

La participation au présent Appel d'Offres est réservée aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les États membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA).

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget-Programme de l'Institut National de la Statistique, exercice 2027. **Sous-programme 0223. Gouvernance et appui institutionnel. Action 2. Améliorer les conditions de travail ; activité 01. Paiement des salaires, gratification et autres dépenses du personnel. Tache 020210. Paragraphe. 615101 (payer les primes d'assurance des constructions et bâtiments)**

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est en ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbrée au tarif en vigueur accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation et portant mention manuscrite de l'établissement émetteur, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres. Établie par Banque ou une Compagnie d'assurance agréée par le Ministère des finances, dont la liste figure dans le Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de **cinq cent mille (500 000) francs CFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,), conformément aux stipulations du Règlement Particulier du le Dossier d'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de consultation.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivrée par une institution financière

agrée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Ressources et du Patrimoine (Sous-direction des Ressources Financières, Service des Marchés) de l'INS, sis au quartier du lac, Yaoundé – Cameroun ; B.P : 134, Yaoundé, Tél. : (+237) 222 22 04 45 ; site web : www.ins-cameroun.cm ; Email : infos@ins-cameroun.cm. (Porte 409).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier physique du dossier peut être obtenu à la Direction des Ressources et du Patrimoine (Sous-direction des Ressources Financières, Service des Marchés) de l'INS, sis au quartier du lac, Yaoundé – Cameroun ; B.P : 134, Yaoundé, Tél. : (+237) 222 22 04 45 ; site web : www.ins-cameroun.cm ; Email : infos@ins-cameroun.cm. (Porte 608) dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **trente mille (30 000) francs CFA**, au « compte spécial CAS-ARMP, n° 355988 » ouvert dans les agences BICEC. La copie du reçu de versement sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat le Dossier d'Appel d'Offres.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque Offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD est transmise sous pli scellé avec l'indication visible « copie de sauvegarde » en plus de la mention ci –après :

- Nb Taille et format des fichiers

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les tailles maximales des documents qui doivent transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

5MO pour le Dossier Administratif ;

- 15MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être sur la plateforme COLEPS séparément avant la date et l'heure d'ouverture.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

24 JUN 2026

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le DAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DAO sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du DAO, entraînera le rejet pur et simple de l'appel d'offres sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. OUVERTURE DES OFFRES :

L'ouverture des offres se fera en un temps.

24 JUIN 2026 L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et des offres financières aura lieu le 24 JUIN 2026 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'INS, dans la salle de réunion de l'Institut National de la Statistique (INS).

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à ces séances d'ouverture.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

15. CRITERES D'EVALUATION

15.1 Critères éliminatoires

15.1.1 Dossier administratif

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont notamment les suivants :

1. Absence du cautionnement de soumission timbré et du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC).

NB : le récépissé et la copie de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission Interne de passations des marchés de l'INS, lors de la séance d'ouverture des offres ;

2. Non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (Toutefois, l'absence le cautionnement de soumission à l'ouverture entraine le rejet de l'offre);
3. De l'absence d'adhésion CIMA délivrée par le MINFI ;
4. Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
5. Du non-respect du format de fichier des offres ;
6. D'absence d'agrément;
7. L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
8. De la non-conformité du mode de soumission ;
9. De la mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA.

15.1.2 Dossier technique

10. De l'absence de la charte d'intégrité paraphée, datée et signée ;
11. De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
12. De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
13. De l'absence des termes de référence (TDR) paraphés à toutes les pages, cachetées, datées et signées ;
14. Absence du cahier de clause administratives particulières (CCAP) paraphés à toutes les pages, cacheté, daté et signé ;
15. Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièce falsifiée
16. Non-respect de 8 critères essentiels sur les 10
17. De la présence d'informations financières dans l'offre technique.

15.1.3 Dossier financier

18. Offre financière inférieur à 90 pour cent
19. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
20. De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
21. Absence d'une attestation de capacités financières représentant au moins 30% du coût prévisionnel du marché.

15.2. Critères essentiels:

N°	Critères	Notation (Binaire) OUI/NON
1	Présentation générale de l'offre	
2	Références générales du soumissionnaire	
3	les références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires dans les trois (03) dernières années (2023, 2024 et 2025)	
4	Description détaillée des garanties offertes	
5	Modalités de mise en jeu de la garantie	
6	Couverture des engagements réglementés	
7	Couverture de la marge de solvabilité	
8	Cadence de règlement des sinistres dans la branche similaire	
9	Traité de réassurance ou partenaires techniques à l'étranger dans la branche similaire en cours de validité	
10	Qualité de service du soumissionnaire	

16. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre administrative conforme et remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise de l'offre.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Ressources et du Patrimoine (Sous-direction des Ressources Financières, service des marchés) de l'INS, sis

au quartier du lac, Yaoundé – Cameroun ; B.P : 134, Yaoundé, Tél. : (+237) 222 22 04 45 ; site web : www.ins-cameroun.cm ; Email : infos@ins-cameroun.cm. (Porte 409).

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou le MO/MOD au numéro : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 25 73.

Yaoundé le **15 MAI 2026**

LE DIRECTEUR GENERAL

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des marchés (pour archivage).



Joseph Todou

15 MAI 2026

NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER N°02/AONO//NIS/CIPM/2026 OF..... FOR THE SUBSCRIPTION OF A MULTI-RISK INSURANCE POLICY FOR BUILDINGS AND OPERATING EQUIPMENT OF THE NIS – FINANCIAL YEAR 2027.

1. PURPOSE:

The Director General of the National Institute of Statistics is launching an Open National Call for Tenders for the subscription of a multi-risk insurance policy for the buildings and operating equipment of the NIS - financial year 2027.

2. CONSISTENCY OF SERVICES

The services to be performed, in a single package, consist of the subscription of a comprehensive insurance policy for NIS buildings and operating equipment. The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this DAO.

3. TRANCHES/ALLOTMENT

The services are performed in a single batch.

4. PROJECTED COST

The estimated cost of the operation following preliminary studies is twenty-five million (25,000,000) CFA francs.

5. ESTIMATED EXECUTION TIME

The coverage period is twelve (12) months from January 1 to December 31, 2027.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN:

Participation in this Call for Tenders is reserved for Insurance Companies under Cameroonian law established in Cameroon, meeting the conditions provided for by the regulations in force in the member states of the Inter-African Conference of Insurance Markets (CIMA).

7. FINANCING

The services covered by this Call for Tenders are financed by the Program Budget of the National Institute of Statistics, financial year 2027. Sub-program 0223. Governance and institutional support. Action 2. Improve working conditions; activity 01. Payment of salaries, bonuses, bonuses and other staff expenses. Task 020210. Paragraph. 615101 (pay construction and building insurance premiums)

8. SUBMISSION METHOD

The submission method chosen for this Call for Tenders is online.

9. BID BOND

Each bidder must attach to their administrative documents, a bid bond stamped at the current rate accompanied by the deposit receipt issued by the Caisse de Dépôt et de Consignation and bearing handwritten mention of the issuing establishment, valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the bids. Established by a Bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance, the list of which appears in the Tender Document for an amount of five hundred thousand (500,000) CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the deadline for validity of the offers.

Under penalty of rejection, the other required administrative documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or an administrative authority (Prefect, Sub-prefect,), in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Tender File. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the notice of consultation.

Any offer that does not comply with the requirements of this notice and the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular the absence of a bid bond issued by an institution financial institution approved by the Ministry of Finance or non-compliance with the models of the documents in the Tender File, will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

10. CONSULTATION OF THE CALL FOR TENDERS

The physical file can be consulted during working hours at the Directorate of Resources and Heritage (Sub-Directorate of Financial Resources, Markets Service) of the NIS, located in the Lac district, Yaoundé –

CAMEROUN • CAMEROON

Cameroon; B.P: 134, Yaoundé, Tel. : (+237) 222 22 04 45; website: www.ins-cameroun.cm; Email: infos@ins-cameroun.cm. (Gate 409).

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm) or on any other means of electronic communication indicated by the Project Owner.

11. ACQUISITION OF THE CALL FOR TENDERS

The physical file of the file can be obtained from the Directorate of Resources and Heritage (Sub-Directorate of Financial Resources, Markets Service) of the INS, located in the Lac district, Yaoundé – Cameroon; B.P: 134, Yaoundé, Tel. : (+237) 222 22 04 45; website: www.ins-cameroun.cm; Email: infos@ins-cameroun.cm. (Gate 608) upon publication of this notice, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of thirty thousand (30,000) CFA francs, to the “special CAS-ARMP account, n° 355988” opened in BICEC agencies. The copy of the payment receipt will be submitted at the place of withdrawal of the Invitation to Tender File.

It is also possible to obtain the electronic version of the Invitation to Tender Documents by downloading free of charge from the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional on payment of the purchase fees in the Tender Document.

12. SUBMISSION OF OFFERS

Each Offer is written in French or English.

The offer must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than at 12 p.m. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD is sent in a sealed envelope with the visible indication “backup copy” in addition to the following statement:

- No. Size and format of files

“To only be opened during the counting session”

The maximum sizes of documents which must pass through the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5MB for the Administrative File;
- 15MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will take care to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted in accordance with the sizes indicated above.

Offers received after the submission deadline will be deemed inadmissible.

13. ADMISSIBILITY OF OFFERS

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be on the COLEPS platform separately before the opening date and time.

The following will be inadmissible by the Project Owner:

- The envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Entries received after the submission deadlines and times;
- Entries that do not comply with the submission method.
- folds without indication of the identity of the Call for Tenders;
- Failure to respect the number of copies indicated in the DAO or offering only copies;

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the DAO will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement or non-compliance with the models of the documents in the DAO will result in the outright rejection of the call for tenders without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. OPENING OF OFFERS:

Bids will be opened at one time.

124 JUN 2026

124 JUN 2026 The opening of administrative documents, technical offers and financial offers will take place on 1 p.m. by the Internal Procurement Commission of the NIS, in the meeting room of the National Institute of Statistics (NIS).

Only bidders or their duly authorized representatives, who have perfect knowledge of the file, may attend these opening sessions.

Under penalty of rejection, the required documents from the administrative file must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months from the original date of submission of tenders or have been established after the date of signature of the call for tenders.

15. EVALUATION CRITERIA

15.1 Elimination criteria

15.1.1 Administrative file

The qualifying criteria for this Call for Tenders are in particular the following:

1. Absence of the stamped bid bond and the deposit receipt issued by the Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC).

NB: the receipt and the copy of the bid bond, issued by the CDEC, are attached to the bidder's offer, while their originals are given to the Internal Procurement Commission of the NIS, during the bid opening session;

2. Non-production within 48 hours after opening of the bids, of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;

3. The absence of CIMA membership issued by the MINFI;

4. False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;

5. Non-compliance with the file format of the offers;

6. Lack of approval;

7. The absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;

8. Non-compliance of the submission method;

9. The placing under provisional administration or recovery of the bidder by CIMA.

15.1.2 Technical file

10. The absence of the initialed, dated and signed integrity charter;

11. The absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;

12. The absence of a sworn declaration of non-abandonment of markets over the last three years;

1. The absence of terms of reference (TOR) initialed on all pages, sealed, dated and signed;

2. Absence of the specific administrative clauses book (CCAP) initialed on all pages, sealed, dated and signed;

3. False declaration, fraudulent maneuvers or falsified document

4. Non-compliance with 8 out of 10 essential criteria

5. The presence of financial information in the technical offer.

15.1.3 Financial file

6. Financial offer less than 90 percent

7. The absence of a quantified unit price in the financial offer;

8. The absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE).

15.2. Essential criteria:

1. The absence of terms of reference (TOR) initialed on all pages, sealed, dated and signed;

2. Absence of the specific administrative clauses book (CCAP) initialed on all pages, sealed, dated and signed;

3. False declaration, fraudulent maneuvers or falsified document

4. Non-compliance with 8 out of 10 essential criteria

5. The presence of financial information in the technical offer.

15.1.3 Financial file

6. Financial offer less than 90 percent

7. The absence of a quantified unit price in the financial offer;
8. The absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE).
9. Absence of a certificate of financial capacity representing at least 30% of the estimated cost of the contract.

15.2. Essential criteria:

N°	Criteria	Rating (Binary) YES/NO
1	General presentation of the offer	
2	General references of the bidder	
3	the specific references of the bidder in similar risks in the last three (03) years (2023, 2024 and 2025)	
4	Detailed description of the guarantees offered	
5	Terms of use of the guarantee	
6	Coverage of regulated commitments	
7	Solvency margin coverage	
8	Rate of settlement of claims in the similar sector	
9	Valid reinsurance treaty or technical partners abroad in the similar sector	
10	Quality of service of the bidder	

16. ATTRIBUTION

The Project Owner will award the contract to the tenderer who has submitted a compliant administrative offer and meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed discounts.

17. DURATION OF VALIDITY OF OFFERS

Bidders remain committed to their offers for a period of ninety (90) days from the deadline set for submission of the offer.

18. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information can be obtained during working hours at the Directorate of Resources and Heritage (Sub-Directorate of Financial Resources, Markets Department) of the INS, located in the Lac district, Yaoundé – Cameroon; B.P: 134, Yaoundé, Tel. : (+237) 222 22 04 45; website: www.ins-cameroun.cm; Email: infos@ins-cameroun.cm. (Gate 409).

19. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND BAD PRACTICES

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, please call CONAC at number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the MO/MOD at the number: (+237) 222 22 04 45 / 222 22 25 73.

Yaoundé on **15 MAI 2026**
THE DIRECTOR GENERAL

Extensions:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- CIPM President;
- Display (for information);
- Markets department (for archiving).

